



Définition des principes

Les taux de prise en charge sont fonction d'un quotient familial qui tient compte de la composition du foyer de l'ouvrant droit, et qui est calculé à partir de son ou de ses revenus fiscaux de référence ; ils sont déterminés par la grille de prise en charge dont relève l'activité. Les montants des prises en charge sont limités par un plafond par grille d'activité et par un plafond global toutes grilles confondues. Chacun de ces plafonds est individuel et s'entend pour 12 mois (voir ci-après page 3 et Fiche 1bis).

Revenu fiscal de référence

Le revenu fiscal de référence est celui qui est indiqué sur l'avis d'impôt sur les revenus de l'année N-2 :

Par exemple : pour une demande de prise en charge en 2008, le revenu fiscal de référence est celui de l'avis d'impôt reçu en 2007, intitulé "Avis d'impôt sur les revenus 2006".

Pour les couples non mariés, le revenu pris en compte par le FNAS est constitué par l'addition des revenus fiscaux de référence de chacune des personnes.

Détermination du foyer

Le foyer se compose :

- du (de la) salarié(e) qui travaille dans une ou plusieurs entreprises cotisant au FNAS : c'est l'ouvrant droit,
- de la personne avec laquelle il(elle) vit : c'est l'ayant droit,
- des enfants à charge fiscale de l'ouvrant droit et/ou de la personne avec laquelle il(elle) vit : ce sont des ayants droit.

Le FNAS ne considère qu'un seul ouvrant droit par foyer.

Changement de situation de famille

L'année du mariage

additionner le revenu fiscal de référence figurant sur les 3 avis d'impôt suivants : celui de l'ouvrant droit, celui de son(sa) conjoint(e) et celui généré par la déclaration commune.

Dès la naissance

l'enfant est pris en compte dans le calcul du quotient familial même s'il ne figure pas encore sur l'avis d'impôt. Il faut le compter dans le nombre de personnes du foyer et joindre à la demande de prise en charge une copie de son extrait d'acte de naissance **avec filiation**.

Divorce

il faut faire parvenir au FNAS une copie de l'attestation de séparation de corps et de biens ou un document de l'avocat indiquant qu'une procédure de divorce est en cours.

Séparation

il faut faire parvenir au FNAS une attestation sur l'honneur indiquant la date de la séparation et tout document prouvant la séparation.

L'année du divorce ou de la séparation

additionner le revenu des 2 avis d'impôt de l'ouvrant droit : celui de la colonne de l'ouvrant droit figurant sur l'avis d'impôt commun et celui de l'ouvrant droit sur son avis d'impôt reçu après le divorce ou la séparation.

Règles de prise en charge



Calcul du quotient familial

Afin de prendre en compte le nouveau calcul du revenu fiscal de référence mis en place par l'administration fiscale, effectuez les opérations suivantes :

- Calculer 80% du revenu fiscal de référence.
- Soustraire un abattement forfaitaire de 4 000 € par famille.
- Diviser le résultat par 12.

Le revenu mensuel ainsi obtenu est divisé par un coefficient fonction du nombre de personnes au foyer, selon la grille ci-dessous.

Nombre de personnes au foyer	1	2	3	4	5	6	7	8
Coefficient	1,4	2	2,6	3,2	3,8	4,4	5	5,6

En d'autres termes, le coefficient est égal à 1,4 pour l'ouvrant droit auquel s'ajoute 0,6 par ayant droit faisant partie du foyer fiscal. Le résultat est ensuite arrondi à l'euro inférieur.

Exemple de calcul de quotient familial :

L'exemple ci-dessous indique les opérations pour un couple non marié. Pour un couple marié, il n'y a qu'un seul revenu fiscal de référence.

Le revenu fiscal de référence de l'ouvrant droit est de 13 500 €

Le revenu fiscal de référence du conjoint est de 14 000 €

Le nombre de personnes vivant au foyer est 3.

- 13 500 € + 14 000 € = 27 500 €

- 27 500 € x 80% = 22 000 €

- 22 000 € - 4 000 € = 18 000 €

- 18 000 / 12 = 1 500 €

- 1 500 / 2,6 = 576,92 €

- **Quotient familial = 576 €**

Calculez vous-même votre quotient familial FNAS

COUPLE NON MARIÉ

- revenu fiscal de référence 1 :
- revenu fiscal de référence 2 :
- total :
- total x 80 % :
- abattement : - 4000 €
- reste :
- divisé par 12 :
- divisé par coefficient :
- résultat :
- Quotient familial (après arrondi) :**

COUPLE MARIÉ

- revenu fiscal de référence (RFF) :
- RFF x 80 % :
- abattement : - 4000 €
- reste :
- divisé par 12 :
- divisé par coefficient :
- résultat :
- Quotient familial (après arrondi) :**



Détermination du montant de la prise en charge

Le quotient familial détermine le taux et le montant de la prise en charge. Il faut donc se reporter :

- ... **d'abord**, à l'une des grilles "Colonies", "Séjours 1", "Séjours 2" ou "Séjours 3" pour les activités de séjours et à la grille "Loisirs" pour les activités de loisirs,
- ... **ensuite**, à la grille "Globale" (voir Fiche 1bis).

Le plafond annuel ne constitue pas une somme due, mais un montant maximum alloué par personne pour une période de 12 mois. Il ne correspond donc pas au montant de la prise en charge.

Imputation des montants des prises en charge sur les plafonds par grille d'activité

Les montants des prises en charge relatifs aux grilles "Colonies", "Séjours 1", "Séjours 2", "Séjours 3" et "loisirs" sont imputés à chaque bénéficiaire* (ouvrant droit ou ayant(s) droit) dans la limite du plafond annuel de la grille concernée ainsi que celui de sa grille globale. Les prises en charge de la grille "Colonies" ne sont pas comptabilisées dans la grille globale de l'ayant droit concerné.

**Cas particulier des chèques Disques : voir fiche 3, Activités de loisirs.*

Plafond global par personne

Au cours d'une période de 12 mois, le montant total des différentes prises en charge (toutes activités confondues) ne peut dépasser, par personne, les plafonds indiqués dans la grille « Globale » (voir Fiche 1bis).

Cas particuliers

Perte de l'avis d'impôt

il faut s'adresser au Trésor Public qui fournit un duplicata sur simple demande.

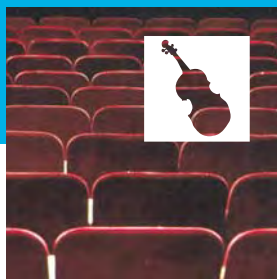
Absence de la copie du ou des avis d'impôt du foyer

dans ce cas le FNAS ne peut connaître ni le revenu fiscal de référence ni la composition de la famille. En l'absence de ces renseignements indispensables au calcul du quotient familial, le FNAS considère :

- le quotient familial supérieur à 1 250 €
(les taux de prise en charge et les plafonds correspondant à ce quotient familial seront appliqués).
- l'ouvrant droit comme célibataire

Rattachement de l'ouvrant droit au foyer fiscal de ses parents

il faut faire parvenir au FNAS une copie intégrale de l'avis d'impôt des parents (il est possible de masquer les sommes qui les concernent) et une copie de leur déclaration de revenus (seul document sur lequel figurent le nom et le prénom de l'ouvrant droit). Lors du calcul du quotient familial, il faut indiquer les seuls revenus de l'ouvrant droit. Il en va de même s'il s'agit d'un ayant droit.



Règles de prise en charge

Lorsqu'un enfant mineur (de moins de 18 ans) ne fait pas partie du foyer fiscal de l'ouvrant droit, il peut néanmoins bénéficier de prises en charge sur l'ensemble des activités. Le montant de ces prises en charge tient compte du plafond de l'ouvrant-droit dans la grille concernée.

L'enfant ne fait pas partie des ayants droit et par conséquent n'entre pas dans le calcul du quotient familial.

Si l'ouvrant droit ou l'ayant droit a travaillé à l'étranger

demander au FNAS un formulaire de déclaration de ressources auquel il faut joindre un justificatif.

Cas d'une famille monoparentale avec un enfant majeur non à charge fiscale

la demi-part supplémentaire octroyée par l'administration fiscale ne signifie pas que l'enfant est à charge fiscale. Pour le FNAS, il ne constitue pas un ayant droit et par conséquent, il n'entre pas dans le calcul du quotient familial.

Cas d'enfant(s) en résidence alternée dont les parents sont tous les deux ouvrants droit

l'enfant ne peut être l'ayant droit que d'un seul des deux parents. Ceux-ci doivent faire la désignation par écrit sur un même document signé conjointement.

Cas des aides extérieures

Le cumul des aides est limité par la loi. Lorsque le total des aides éventuelles appliquées directement à l'ouvrant droit ou à l'ayant droit est inférieur à la prise en charge pratiquée par le FNAS, celui-ci comble la différence. En conséquence lorsque l'ouvrant droit bénéficie pour lui ou ses ayants droit d'aides (bons des caisses d'allocations familiales, prise en charge d'un CE, chèques vacances, etc...) il doit obligatoirement en faire la déclaration au FNAS lors de sa demande de prise en charge.

Le FNAS adresse à l'ouvrant droit un formulaire à faire remplir par l'organisme concernant des renseignements sur le séjour. À réception de ce formulaire dûment rempli, de la facture ou du devis ou de l'attestation, le FNAS effectue la prise en charge.